

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 21 octobre 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

4,0 %

C'est la projection de croissance économique au Ghana en 2024 selon la Banque Mondiale, révisée à la hausse de 100 pdb.

Nigéria :

Publication du troisième Bulletin économique d'Afrique de l'Ouest ; Forum d'affaires France-Nigéria à Paris le 29 novembre prochain ; Le FMI revoit légèrement à la baisse la croissance du Nigéria en 2024, à 2,9 %, et appelle à la poursuite des programmes de transferts sociaux ; Le Président Tinubu soumet à l'approbation du Sénat le remaniement de son gouvernement et propose une nouvelle ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement ; Le gouvernement fédéral interdit l'exportation de gaz de cuisson à partir du 1^{er} novembre afin de faire baisser les prix ; 119 M USD d'investissements de Gluwa et Ericsson pour les pôles technologiques et les MPME au Nigéria.

Ghana :

La sécheresse à l'origine de 1,3 Md USD de perte de récoltes céréalières depuis 2023 ; Lancement de la construction d'une raffinerie de manganèse de 450 M USD.

Nigeria

Publication du troisième Bulletin économique d'Afrique de l'Ouest

[Les Services économiques régionaux d'Abuja et d'Abidjan ont publié cette semaine leur troisième Bulletin économique d'Afrique de l'Ouest.](#) Comme chaque trimestre, ce bulletin regroupe certaines des analyses des deux Services, tâchant d'apporter une vision régionale des enjeux commerciaux, monétaires, financiers et climatiques. D'autres articles à l'échelle nationale sont aussi proposés. Concernant le Nigéria, le bulletin revient sur les récentes réformes de l'industrie pétrolière, ainsi que sur l'émission de « *diaspora bonds* » par le gouvernement.

Forum d'affaires France- Nigéria à Paris le 29 novembre prochain

Le 29 novembre prochain, prenez part au Forum d'Affaires exceptionnel, organisé à Paris par le MEDEF International. Cet événement de haut niveau rassemblera des entreprises du Nigéria et de la France, offrant un cadre idéal pour créer des partenariats et explorer de nouvelles opportunités. Inscrivez-vous dès maintenant [ici](#) pour garantir votre place et prendre part à des échanges enrichissants ! Pour toute question, n'hésitez pas à contacter [Pauline Roubeau](#) et [Alexandre Elezzi](#).

Nous vous attendons avec impatience !

Le FMI revoit légèrement à la baisse la croissance du Nigéria en 2024, à 2,9 %, et appelle à la poursuite des programmes de transferts sociaux

Lors de la publication du [Word Economic Outlook, présenté le 22 octobre à Washington](#), le FMI a annoncé réviser à la baisse la croissance économique nigériane pour 2024, à 2,9 %, contre une prévision en juillet dernier de 3,1 %. Cet ajustement s'explique par une activité plus faible que prévue au premier semestre, une production pétrolière en berne (1,3 mbpj en septembre) et un

secteur agricole ralenti par les inondations récentes. Pour mémoire, le secteur agricole représentait 18,7 % du PIB en 2023 d'après le Bureau national des statistiques (NBS).

Le FMI estime toutefois que la croissance économique devrait rebondir en 2025, à 3,2 %, contre une prévision de 3,0 % en juillet.

Pour rappel, la Banque mondiale s'attend à observer une croissance plus dynamique, de 3,3 % en 2024 et 3,5 % en 2025. Par ailleurs, le FMI prévoit une inflation légèrement plus persistante, à 25,0 % en moyenne en 2025, la Banque mondiale formulant une prévision de 23,5 %.

Tout comme la Banque mondiale, le FMI salue les réformes courageuses mises en œuvre par le gouvernement et la Banque centrale du Nigéria (CBN) et encourage au renforcement des mécanismes de transferts sociaux au Nigéria à destination des plus vulnérables. Le Fonds rappelle que si le Nigéria doit effectivement augmenter ses recettes publiques, cet objectif ne devrait être poursuivi qu'après la matérialisation de tels transferts.

À ce titre, [lors d'une conférence de presse](#), le ministre des Finances Wale Edun a affirmé que le gouverneur de la CBN, Olayemi Cardoso, allait poursuivre la conduite d'une politique monétaire orthodoxe face à l'inflation à deux chiffres. Le ministre a également rappelé l'importance de l'accompagnement des plus vulnérables face au choc des réformes, notamment en matière de coût de la vie. Il a par ailleurs insisté sur l'importance de la communication associée aux transferts sociaux et au calendrier de mise en œuvre de ceux-ci, afin de renforcer la confiance des citoyens.

Dans un pays où la Banque mondiale estime que 129 millions de personnes pauvres vivent en 2024 (+12 % en un an), le gouvernement a déployé un programme temporaire de prestations sociales, devant bénéficier à plus de 60 millions de Nigériens. Dans ce cadre, 75 000 NGN doit être versé par ménage, en trois tranches. À ce jour, 4,4 millions de ménages ont reçu au moins une tranche du paiement devant s'étaler sur trois mois.

Le Président Tinubu soumet à l'approbation du Sénat le remaniement de son gouvernement et propose une nouvelle ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement

À la suite du Conseil exécutif fédéral (FEC) du 23 octobre, le Président Tinubu a annoncé le remaniement de son gouvernement. Cinq ministres sont démis de leurs fonctions, dix se voient assigner de nouveaux portefeuilles, et sept sont nouvellement nommés ministres. Parmi les nouvelles nominations – qui devraient être soumises le 29 octobre à l'approbation du Sénat – figure celle de [Jumoke Oduwole, qui devient ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement](#).

Avant cette nomination, Jumoke Oduwole a occupé le poste d'assistante spéciale du Président pour l'industrie, le commerce et

l'investissement de novembre 2015 à mai 2019, jouant un rôle clé dans la mise en place de l'Office nigérian des négociations commerciales (NOTN).

Mme Oduwole a également contribué au groupe de travail technique du Comité présidentiel pour l'évaluation de l'impact et de l'état de préparation de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), et représente actuellement le Nigeria au sein du Comité d'action national pour la mise en œuvre de la ZLECAf.

En tant que secrétaire exécutive du Conseil présidentiel pour un environnement favorable aux entreprises (PEBEC), Mme Oduwole a coordonné l'élaboration des politiques et les réformes commerciales visant à faire du Nigeria un environnement de plus en plus propice aux affaires.

Mme Oduwole est titulaire d'un master en études juridiques internationales de l'université de Stanford, aux États-Unis, et a travaillé en tant que Graduate Fellow à Stanford.

Le gouvernement fédéral interdit l'exportation de gaz de cuisson à partir du 1^{er} novembre afin de faire baisser les prix

[Le gouvernement a décidé d'interdire l'exportation de gaz de pétrole liquéfié \(GPL\) produit localement, communément appelé « gaz de cuisson », à partir du 1^{er} novembre 2024 et pour une durée indéterminée.](#) Cette décision donne la priorité à l'approvisionnement national et vise à atténuer l'escalade des coûts du GPL pour les ménages.

Le prix moyen du remplissage d'une bouteille de 5 kg de GPL a augmenté de 60 % en un an, passant de 4 189 NGN en septembre 2023 à 6 699 NGN (3,77 EUR) en septembre 2024, selon le Bureau national des statistiques (NBS). Cette hausse de prix est de 76 % pour la bouteille de 12,5 kg.

Le gouvernement a chargé l'Autorité de régulation du secteur pétrolier nigérian *midstream* et *downstream* (NMDPRA) de créer un cadre de tarification du GPL national dans les 90 jours. Sur le long terme, des installations seront créées pour mélanger, stocker et livrer le GPL, sans possibilité d'exporter jusqu'à ce que le marché atteigne la suffisance et la stabilité des prix.

119 M USD d'investissements de Gluwa et Ericsson pour les pôles technologiques et les MPME au Nigeria

[Le gouvernement reçoit environ 119 M USD d'investissements de Gluwa, un service de portefeuille numérique sud-coréen, et d'Ericsson, une entreprise des télécommunications suédoise, afin de soutenir les pôles technologiques et les micro, petites et moyennes entreprises \(MPME\) du Nigeria.](#) Cette annonce fait suite à une

rencontre entre le Vice-Président Kashim Shettima et des entreprises suédoises à Stockholm, visant à encourager les investissements au Nigéria.

Gluwa investira 100 M USD pour former 30 000 Nigériens aux compétences numériques, notamment via des prêts, et améliorer de la connectivité Internet. Ericsson, de son côté, investira 19 M USD dans la création d'un pôle technologique, avec objectif de former des jeunes Nigériens et de les positionner sur le marché international.

Concernant les MPME nigérianes, qui représenteraient 96 % des entreprises et 84 % de l'emploi au Nigéria, ce partenariat contribuera à les aider face aux obstacles d'accès au capital.

Ghana

La sécheresse à l'origine de 1,3 Md USD de perte de récoltes céréalières depuis 2023

[Les épisodes de sécheresses survenues au Ghana en 2023 et 2024 ont occasionné des pertes de récoltes estimées à 22,2 Md GHS \(1,3 Md USD\) au sein de la filière céréalière, selon le Conseil des céréales du Ghana \(GCC\).](#) La sécheresse a touché 1,8 million d'hectares de terres agricoles dédiées aux cultures de maïs, millet, sorgho et riz, principalement dans les régions de Savannah et du Nord. La sécheresse de 2024 a provoqué une baisse de 35 % des rendements du maïs, correspondant à plus de la moitié de la production céréalière et affectant plus 2 millions de petits exploitants agricoles. Parallèlement les rendements du riz ont chuté de 25 %, tandis que ceux du millet et du sorgho ont tous deux diminué d'environ 20 %.

Les projections récentes formulées par le Département de l'Agriculture des États Unis (USDA) indiquent une baisse de 36 % de la récolte locale de maïs au cours de la campagne agricole de 2024-2025.

En réponse, le ministère de l'Agriculture a dévoilé un programme de 500 M USD pour soutenir les agriculteurs face à la pénurie de céréales afin de i) interdire les exportations de céréales, ii) importer du riz et de maïs pour combler le déficit potentiel causé par la sécheresse, iii) apporter un soutien financier aux producteurs touchés à hauteur de 1 000 GHS (environ 64 USD) par hectare et iv) fournir des engrais et de semences résistantes à la sécheresse, étendre les infrastructures d'irrigation et offrir une aide financière aux petits agriculteurs.

Lancement de la construction d'une raffinerie de manganèse de 450 M USD

[Le président Nana Akufo-Addo a inauguré la construction d'une usine de traitement du manganèse d'une valeur de 450 M USD à Nsuta, dans la région de l'Ouest.](#) La Ghana Manganese Company Ltd (GMC) est le seul producteur et exportateur de manganèse du pays. Cette société minière privée, détenue à 90 % par Consolidated Minerals Africa Limited et à 10 % par l'État en participation gratuite, possède une concession minière s'étendant sur 170 kilomètres carrés, dont moins de 3 % ont été exploités à ce jour.

La première phase du projet est évaluée à 250 M USD et prévue pour être achevée en 2026. Elle inclut la construction d'une centrale électrique de 45 MW fonctionnant au gaz naturel et d'une raffinerie pour le transport d'énergie.

Une fois la raffinerie opérationnelle, GMC Ltd a annoncé qu'elle générerait plus de 1 000 emplois directs. Elle prévoit également de porter sa production de manganèse à 8 millions de tonnes par an dont environ 5 millions de tonnes raffinées localement.

Le manganèse, un métal de transition aux nombreuses applications industrielles, est notamment utilisé dans la fabrication d'aciers inoxydables. Avec la transition énergétique mondiale, il est devenu un minerai critique pour les industries du secteur des énergies renouvelables et des véhicules électriques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr